Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 28 février 2017

n° 19325

Visite du ministre roumain des Affaires étrangères à Budapest. « *Nous souhaitons faire en sorte que les relations entre la Roumanie et la Hongrie deviennent un modèle non seulement pour nous mais pour les pays avoisinants* », a déclaré Teodor Meleșcanu, ministre des Affaires étrangères à Budapest, qui a effectué hier une visite officielle en Hongrie, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le Premier ministre Viktor Orbán et avec son homologue Péter Szijjárto, ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Le chef de la diplomatie roumaine a précisé que les discussions avec les responsables hongrois s'étaient plus concentrées sur les positions similaires et susceptibles d'avoir un impact très positif sur l'évolution des rapports bilatéraux, et moins sur les points de contradiction.

Selon un communiqué du MAE roumain, Teodor Meleșcanu a souligné à Budapest le caractère prioritaire accordé par la Roumanie au partenariat stratégique avec la Hongrie et l'importance d'un « *dialogue constructif* » et ouvert sur tous les sujets d'intérêt. Les deux parties ont évoqué la possible reprise des conseils des ministres conjoints, consacrés à des projets mutuellement avantageux. Les deux ministres des Affaires étrangères sont convenus de continuer à développer la coopération économique, ainsi qu'à augmenter les investissements bilatéraux, notamment via la Commission intergouvernementale roumano-hongroise de coopération économique (*Agerpres*).

Péter Szijjártó a indiqué de son côté que les deux pays souhaitaient avoir des relations sans complications, caractérisées par le dialogue. « *Le dialogue est nécessaire dans la relation entre la Roumanie et la Hongrie, parce que sans dialogue nous n'aurons jamais de succès communs et nous n'aurons jamais de confiance entre les deux pays, les deux gouvernements et les deux peuples* ». Il a précisé que les questions « *plus sensibles* » liées pour la plupart à la question des minorités nationales des deux pays pouvaient être abordées de manière plus fructueuse, si entre les deux pays il y avait un « *climat de confiance* » (*Agerpres*, *Agerpres*).

Rappelant que la Roumanie était la deuxième destination des exportations hongroises, après l'Allemagne, Péter Szijjártó a fait remarquer que le développement de la relation économique bilatérale était une priorité pour les autorités de Budapest, une ligne de crédit de 514 millions d'euros ayant été ouverte à cette fin. Il a également mentionné d'autres possibles coopérations à l'avenir : augmentation du nombre des postes-frontières permanents, l'interconnexion gazière qui doit devenir fonctionnelle et atteindre sa capacité maximale d'ici 2020 (*Agerpres*). Les échanges commerciaux roumano-hongrois ont augmenté presque constamment ces dernières années, le solde étant nettement favorable pour la partie hongroise, relève *Agerpres*.

Par ailleurs, le ministre roumain des Affaires étrangères a prononcé pour la première fios une allocution à la Réunion annuelle des ambassadeurs hongrois, et a rencontré des représentants de la communauté roumaine. S'agissant de la communauté roumaine de Hongrie, qui compte environ 26 000 personnes (selon le recensement de 2011), Teodor Meleșcanu a affirmé que celle-ci était confrontée à « *un problème réel de survie* ». « *Je souhaite qu'il y ait un soutien plus sérieux de la part des autorités de Budapest à la préservation et au développement de leur identité nationale* », a déclaré le ministre, en mentionnant notamment la nécessité de soutenir les écoles, les associations de la communauté et les médias. Selon Teodor Meleșcanu, les Roumains de Hongrie étaient également intéressés par les éventuelles activités culturelles que la Roumanie pouvait organiser pour eux (*Agerpres*).

Modification de la législation pénale. La décision d'hier de la Cour constitutionnelle roumaine (CCR), selon laquelle la Direction nationale anticorruption (DNA) avait outrepassé ses compétences en ouvrant une enquête sur l'adoption par le gouvernement de l'ordonnance allégeant la législation anticorruption, a suscité de multiples réactions. « *La décision de la CCR est un retour à la normale. (…) Ce que la DNA a fait peut être qualifié d'abus de pouvoir, qui est une forme de corruption, à savoir une corruption du pouvoir. (…) C'est une chose regrettable et j'espère que la décision de la Cour va régler les choses à l'avenir* », a déclaré Călin Popescu Tăriceanum président du Sénat, l'auteur de la saisine à la CCR (*Agerpres*). Adrian Dobre, porte-parole du Parti social-démocrate (PSD), a déclaré pour sa part que les aspects relatifs à la compétence du gouvernement d'adopter des ordonnances d'urgence devaient être clarifiés au plus vite afin que le gouvernement puisse poursuivre son activité à pleine capacité (*Agerpres*).

Entre temps, l'enquête sur l'adoption par le conseil des ministres du 31 janvier 2017 de l'ordonnance décriée, qui a provoqué les manifestations sans précédent, a été transférée au Parquet général. Les procureurs soupçonnaient notamment que l'ordonnance ait été adoptée sans respecter les critères légaux et que certaines preuves ait été détruites. Le porte-parole du Parti social-démocrate a refusé de faire commentaires sur ces soupçons. « *Pour l'instant, ce ne sont que des rumeurs, nous n'avons pas d'informations sur une telle action* » (*Agerpres*).

Augustin Lazăr, procureur en chef du Parquet général, a déclaré que l'enquête sur l'élaboration et les circonstances de l'adoption de l'ordonnance se poursuivrait car « *les procureurs avaient l'obligation de savoir la vérité* ». Il a souligné que les vérifications porteraient exclusivement sur les aspects liés à la législation pénale, et non pas sur l'opportunité de l'adoption de l'acte (*Agerpres*). Le chef du Parquet a également précisé que la motivation de la décision d'hier de la CCR serait « *déterminante* » en ce qui concerne la suite de l'enquête (*Agerpres*). D'autre part, un membre du Conseil supérieur de la Magistrature, a demandé que l'Inspection judiciaire soit saisie afin de vérifier la manière dont la DNA avait mené les vérifications sur la légalité et l'opportunité de l'adoption de l'ordonnance en question, ainsi que la manière dont le procureur en chef du Parquet général avait « géré sa communication publique » à ce sujet (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « *En Roumanie, les manifestants "dénoncent beaucoup plus que la corruption"* », Une nouvelle mobilisation a eu lieu à Bucarest dimanche. Catherine Durandin, historienne spécialisée de la Roumanie revient sur ce mouvement, né d'une profonde lassitude face au gouvernement (*Europe 1*).

- « Roumanie, le décret anticorruption a été abrogé mais la tension reste vive », Mickaël Thébault nous emmène en Roumanie, où la protestation continue et en Allemagne, où le mariage entre Opel et PSA fait beaucoup parler (*France Inter*).

- « *L'Europe doit entendre la révolte roumaine* », Pour les manifestants de Bucarest, qui veulent lutter contre la corruption, l'Union européenne est perçue comme garante des valeurs démocratiques (*Le Monde*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie